

DÉBUT TIMIDE DE LA GRÈVE

Les greffiers dénoncent les intimidations

La grève à laquelle a appelé la Fédération nationale du secteur de la justice (FNSJ) a été timidement suivie au premier jour. La fédération à l'origine du débrayage explique cette situation par les fortes pressions exercées sur les greffiers.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Ambiance ordinaire hier au palais de justice Abane-Ramdane. Les audiences semblaient se dérouler normalement ainsi que la remise des documents au niveau du guichet réservé à cet effet. Les greffiers y exerçant n'ont visiblement pas répondu à l'appel de la Fédération nationale du secteur de la justice affiliée au Snapap. Une fédération qui estime le taux de suivi à environ 30% et qui l'explique

par les mesures répressives et la répression qui s'est abattue sur les grévistes.

Au tribunal de Bir-Mourad-Raïs, raconte un membre de la fédération, un groupe de greffiers avait entamé un rassemblement mais a vite été rappelé à l'ordre par le procureur. Ce même membre évoque «une terreur» qui s'abat sur tous les greffiers qui ont tenté de rejoindre le mouvement. La veille de la grève, cette même fédération fai-

sait état de la suspension de 47 greffiers grévistes ayant répondu au premier appel de la grève. Un mouvement qui se veut en soutien des quatre membres de la fédération toujours en grève de la faim et dont l'état de santé suscite beaucoup d'inquiétudes. Une grève de la faim entamée pour «dénoncer la politique de la terreur qu'exerce le ministère de la Justice et exprimer leur solidarité avec les greffiers grévistes de la faim et ceux suspendus de leurs fonctions pour avoir revendiqué des droits de ce corps de la Fonction publique». Leur combat a suscité un élan de solidarité. Dans

leur combat, les greffiers sont soutenus par un réseau d'associations. La Ligue algérienne de défense des droits de l'Homme (LADDH), le Collectif des familles de disparu(e)s en Algérie (CFDA) et le Syndicat national autonome du personnel de l'administration publique (Snapap), ainsi que des associations européennes des droits de l'Homme à Barcelone, Copenhague, Paris et Rome ont exprimé dans un communiqué toute leur inquiétude vis-à-vis de l'état de santé des grévistes rappelant que «parmi les grévistes, des syndicalistes soutiennent et adhèrent complètement au mouve-

ment de grève qui prend de l'ampleur et voit arriver de nouveaux militants mobilisés aux côtés des dirigeants». Les associations solidaires avec le mouvement de grève des syndicalistes du secteur de la justice demandent aux autorités algériennes de «garantir la liberté de manifestation à l'ensemble des défenseurs des droits de l'Homme en Algérie qui revendiquent leurs droits de manière pacifique».

Forte de ce soutien, la fédération affiliée au Snapap maintient son mot d'ordre de grève pour aujourd'hui et demain.

N. I.

YOUCEF EL KHATIB DEPUIS AÏN DEFLA :

«La France doit assumer les crimes commis par le pouvoir colonial»

Le chef de la Wilaya IV historique se dit convaincu que la France doit reconnaître explicitement les crimes que le pouvoir colonial a perpétrés durant les 132 ans de colonisation de l'Algérie, tout en exigeant l'application des lois internationales concernant ce genre de crimes, et ce, lors d'une conférence de presse tenue jeudi dernier en début d'après-midi, au siège de la wilaya. Cependant, dira-t-il, cette exigence relève des prérogatives des autorités politiques et de la diplomatie algérienne.

Evoquant l'épineux dossier des «faux moudjahidine», El Khatib, là aussi responsabilise l'Etat, tout en minimisant le rôle des faux moudjahidine dans le déroulement des événements historiques, et ce, à l'époque où les responsables étaient engagés à rester loin de l'égoïsme et donner l'exemple.

Au sujet de l'écriture de l'Histoire, l'ancien chef de la Wilaya IV, responsable actuel de la

même Fondation, reconnaît à quiconque la liberté d'écrire mais note que «leurs écrits seraient encore plus crédibles et plus authentiques si on nous consultait pour corriger certaines erreurs».

De plus, El Khatib fait endosser aussi l'entière responsabilité à l'Etat quant aux comportements de certains chefs révolutionnaires qui «se critiquent les uns les autres

dans de vaines polémiques, des critiques qui n'épargnent même pas les morts. C'est aux moudjahidine de faire connaître les données historiques telles qu'ils les ont vécues pour faire taire les détracteurs de tous bords».

Faisant un bref retour sur ce qu'a vécu la Wilaya IV, il a reconnu que la répression de la part du pouvoir colonial a été des plus féroces du fait de sa proximité avec la capitale où résidaient les grands commandements des forces coloniales engagées. Mais en même temps, il reconnaît la mobilisation considérable des jeunes, collégiens et étudiants qui n'ont pas hésité à prendre part à la Révolution. Notons que les 20 et 21 juin prochains se tiendra à Aïn Defla, pour la premiè-

re fois, un colloque national sur la Wilaya IV historique qu'organise la Fondation que préside Youcef El Khatib, en collaboration avec l'ONM. Colloque qui verra la participation de plusieurs historiens nationaux et étrangers, selon le programme établi.

El Khatib déclare que la Fondation de la Wilaya IV historique a entrepris depuis 2002 de constituer une base de données très importante sur la base des déclarations individuelles de moudjahidine à travers toutes les contrées de son territoire de compétence, tout en notant que l'Histoire sera écrite avec la collaboration de l'université, dans le respect de l'authenticité et la transparence.

Karim O.

CONDAMNÉ DANS L'AFFAIRE
OPPOSANT ALGÉRIE TÉLÉCOM
AUX DEUX SOCIÉTÉS CHINOISES

L'ex-conseiller des PTIC
en grève de la faim

L'un des mis en cause dans l'affaire opposant Algérie Télécom aux deux sociétés chinoises, à savoir ZTE Algérie et Huawei Algérie, condamné à dix-huit ans de prison ferme, compte entamer dans les prochains jours une grève de la faim. Il s'agit de Mohamed Boukhari, l'ex-conseiller du défunt Mohamed Maghlaoui, ministre de la Poste et des Télécommunications. Condamné en première instance au même titre que Chani Medjdoub à dix-huit ans de prison ferme et actuellement en détention au niveau de la maison d'arrêt de Serkadji, M. Boukhari compte à travers cette action, selon des sources judiciaires, interpellé «l'opinion publique en revendiquant un procès équitable» lors du procès en appel qui aura lieu au niveau de la cour d'Alger. Selon son entourage, l'ex-conseiller au département de la Poste et des Télécommunications compte médiatiser son affaire avant son rejugement en appel. Il est à noter que la justice a condamné à une peine de dix-huit ans de prison ferme et une amende de cinq millions de dinars Mohamed Boukhari, ancien cadre d'Algérie Télécom, et Chami Medjdoub, homme d'affaires algéro-luxembourgeois. Accusés de «transactions douteuses et de blanchiment d'argent», les deux mis en cause dans cette affaire ont vu le représentant du ministère public requérir à leur encontre vingt années de prison ferme.

Il s'agit de Mohamed Boukhari, ancien cadre d'Algérie Télécom, et Chami Medjdoub, homme d'affaires poursuivis par la justice pour avoir commis entre 2003 et 2006 des transactions douteuses et blanchiment d'argent au préjudice d'Algérie Télécom. Le tribunal a également décidé de saisir les biens de Chami Medjdoub au Luxembourg ainsi que ses comptes bancaires. La juge Saloua Derbouchi du pôle judiciaire spécialisé du

Centre a, en outre, condamné par défaut à dix années de prison ferme trois cadres de deux sociétés chinoises ZTE Algérie et Huawei Algérie qui sont Dong Tao, Chen Zhibo et Xiao Chuhfa pour «trafic d'influence».

Des mandats d'arrêt internationaux ont été lancés contre eux. Concernant les personnes morales que sont les deux sociétés chinoises ZTE Algérie et Huawei Algérie, le tribunal leur a infligé une amende de trois millions de dinars chacune ainsi que leur exclusion des marchés publics pendant deux ans pour «corruption et trafic d'influence». Pour rappel, c'est une commission rogatoire transmise par le juge chargé de l'affaire de l'autoroute Est-Ouest, à la justice luxembourgeoise, demandant des informations sur les comptes et les sociétés de Medjdoub Chami qui a été à l'origine de ce procès. Parmi les données transmises, figurent des détails sur deux sociétés offshore créées par Chami aux BVI (îles Vierges britanniques) et dont les comptes, domiciliés au Luxembourg ont servi pour le transfert de 10 millions de dollars, effectué par deux sociétés chinoises activant en Algérie au profit de Mohamed Boukhari. Selon l'ordonnance de renvoi, l'affaire a éclaté à l'occasion de l'instruction entamée dans le cadre du dossier de l'autoroute Est-Ouest, suite à une commission rogatoire internationale qui a conduit le juge d'instruction de la 9^e chambre près du pôle judiciaire de Sidi M'hamed au Luxembourg. L'instruction a ainsi permis de révéler que Mohamed Boukhari et Chami Medjdoub avaient perçu des «pots-de-vin» à l'étranger (Luxembourg) en relation avec des transactions douteuses (en matière de télécommunications et d'Internet) conclues par Algérie Télécom et les deux sociétés chinoises ZTE Algérie et Huawei Algérie».

Abder B.

AÉROPORT INTERNATIONAL D'ALGER

22 kg de cocaïne saisis
en six mois par la PAF

Près de 22 kg, plus exactement 21,902 kg, de cocaïne ont été saisis par les services de la police des frontières de l'aéroport Houari-Boumediène, en collaboration avec les services des douanes, durant la période allant de décembre au 17 mai 2012. C'est ce qu'a indiqué le directeur central de la PAF auprès de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) lors d'une conférence de presse.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La rencontre avec la presse a eu lieu hier au siège de l'Ecole supérieure de police de Châteauneuf, à El-Biar. C'était à l'occasion d'une conférence, portant le coup d'envoi des caravanes du «Plan bleu» qui doit sillonner 13 wilayas côtières en vue de sensibiliser aux risques des accidents de la route et de la drogue, en prévision de la saison estivale, dont l'ouverture officielle est prévue ce 21 juin.

Notons que la première caravane sillonnera les wilayas côtières de l'est du pays, à savoir El-Tarf, El-Kala, Annaba, Skikda, Jijel, Béjaïa Tizi-Ouzou, et Boumerdès puis l'est d'Alger (Aïn Taya, Tamentfoust et Bordj-El-Bahri). La deuxième caravane se rendra à Tlemcen, à Ghazaouet, Marsa-Ben-M'hidi, Beni-Saf, Oran, Mostaganem, Chlef, Tipasa puis à l'ouest d'Alger (Staoueli, Zeralda et Aïn Benian). Cette initiative, organisée ces dernières années par la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN), vise à sensibiliser les jeunes Algériens aux risques et dangers des accidents de la route et de la consommation des drogues, à travers la mobilisa-

tion de 24 policiers au niveau des différents camps d'été, des maisons de jeunes, des parcs d'attractions et des places publiques.

Cette importante saisie de drogue a eu lieu sur des ressortissants étrangers, notamment des Africains en transit par l'aéroport d'Alger. Le directeur central de la police des frontières, M. El Ghali Lazreg, a indiqué que parmi les mesures de sécurité prises par la Direction générale de la sûreté nationale dans le cadre du plan Azur, on peut citer «le renforcement du dispositif sécuritaire en vigueur, les effectifs chargés du contrôle des documents et de l'inspection filtrage, le respect des circuits de passagers, personnels exerçants sur sites, véhicules bagages et marchandises, la rigueur dans la fouille des bagages avec vigilance maximale au niveau des scanners, le renforcement du cordon de sécurité, notamment au tour des aéronefs et des car-ferries, et le respect du zoning et port obligatoire du badge».

Par ailleurs, les services de la police des frontières ont eu à traiter 1 607 affaires mettant en cause 1 794 individus, dont 520 ont été présentés

directement au parquet, s'agissant d'affaires n'ayant pas de ramifications à l'extérieur des sites et 1 205 remis aux services de police territorialement compétents.

Concernant la sécurisation de la période estivale, la DGSN a mobilisé un effectif global de 1 000 policiers, tous grades confondus, soit une moyenne de 17 policiers par poste de police.

«Ces policiers sont sélectionnés parmi le personnel ayant subi une formation spécifique en lien avec les missions de surveillance et de sécurisation des plages (intervention-secourisme-natation et communication)», a-t-on indiqué.

Pour ce qui est de la lutte contre la criminalité et en vue de parer à toutes les formes de menaces et actes malveillants, des actions préventives seront entreprises, à savoir «l'accentuation du renseignement opérationnel et l'échange d'information pour parer à toute intention hostile des groupes criminels, l'intensification des embuscades et les dispositifs des points de contrôle inopinés aux alentours des voies et itinéraires menant vers les sites touristiques et villes balnéaires, pour dissuader toute tentative d'infiltration de criminels, et la planification et l'exécution d'opérations de recherches en vue de la neutralisation des groupes criminels».

A. B.